SOMMER (Matthew H.), *Sex, Law and Society in Late Imperial China*

Stanford, Stanford University Press, 2000, xvi + 413 p.

Vincent Goossaert

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/20360>

DOI : 10.4000/assr.20360

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2000

Pagination : 125-127

ISBN : 2-222-96698-1

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Vincent Goossaert, « SOMMER (Matthew H.), *Sex, Law and Society in Late Imperial China* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 112 | octobre-décembre 2000, document 112.47, mis en ligne le 19 août 2009, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/20360> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.20360>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

SOMMER (Matthew H.), *Sex, Law and Society in Late Imperial China*

Stanford, Stanford University Press, 2000, xvi + 413 p.

Vincent Goossaert

RÉFÉRENCE

SOMMER (Matthew H.), *Sex, Law and Society in Late Imperial China*, Stanford, Stanford University Press, 2000, xvi + 413 p.

- 1 Cet ouvrage paraît dans une série, « Law, Society and Culture in China », dirigée par Philip Huang et Kathryn Bernhardt et consacrée aux travaux fondés sur l'utilisation des archives de la dynastie Qing (1644-1911) pour écrire une nouvelle histoire sociale, économique et juridique de la Chine moderne. Cette école, dont le centre est en Californie, produit depuis une dizaine d'années des ouvrages à la fois nombreux et de haute qualité ; le présent livre consacré à la construction légale de la sexualité au XVIII^e siècle ne fait pas du tout exception. L'ambition de M.H.S. était d'écrire une histoire sociale de la sexualité, mais après avoir dépouillé nombre de cas juridiques, il lui est apparu nécessaire, pour pouvoir comprendre ces documents, de commencer par une histoire du droit de la sexualité. Il était inévitable que Foucault serve de saint patron à cette entreprise. De fait, M.H.S. voit un parallèle entre la soi-disant « répression victorienne » chez nous, qui est en réalité selon Foucault un passage à la médicalisation de la sexualité, et la soi-disant « répression mandchoue de la joyeuse sexualité affranchie des Chinois ». Cette dernière est pour sa part en réalité une abrogation des normes de conduite sexuelle différentes selon les statuts sociaux et l'imposition concomitante d'une norme unique pour chacun des sexes, définie en fonction du mariage (chap. 1, introduction).
- 2 La thèse fondamentale du livre, répétée voire martelée tout au long des pages, est donc que jusqu'au règne de Yongzheng (1723-1735), différentes normes de pratique sexuelle s'appliquaient aux nobles, aux roturiers libres et aux esclaves. La loi d'émancipation de

Yongzheng qui supprimait les statuts inférieurs, ajoutée aux effets d'une disparition déjà achevée de la noblesse, fit que désormais tout le monde était assujéti aux exigences du statut d'homme libre (*liang*) et de son idéal de procréation maritale pour la perpétuation du patrilignage et de chasteté à tout autre égard. Ce thème est développé au cours des chapitres au sujet des différentes formes de sexualité sujettes à régulation : viol, sodomie, chasteté (fidélité) des veuves, prostitution.

- 3 Pour les hommes libres, toute relation sexuelle autre que dans le cadre du mariage est un délit de « sexe illicite » (*jian*), notion dont l'histoire et le contenu précis font l'objet du chapitre 2. Ce statut implique la condition du mariage, devenue une obligation morale pour tous. Les classes impures n'étaient jadis pas concernées par ces exigences : les « musiciens » (*yuehu*) pouvaient légalement s'adonner à la prostitution, et les hommes libres pouvaient s'offrir leurs services de même qu'ils pouvaient jouir du corps de leurs serviteurs mâles et femelles. Ces statuts inférieurs étant abolis en 1723, tout le monde est désormais tenu à la stricte observance du monopole sexuel du conjoint (qui ne peut même pas en faire bénéficier un tiers même si toutes les parties sont consentantes). Des actes qui ont toujours été condamnés (comme le viol), le sont de plus en plus sévèrement.
- 4 Parallèlement se forme un nouveau stéréotype de vilain, d'agresseur type. Alors que les lois anciennes trahissaient une inquiétude particulière envers l'inférieur (serviteur, métayer, esclave) susceptible de porter atteinte au corps de la maîtresse de maison, les lois édictées au XVIII^e siècle visent un personnage différent, plus inquiétant : l'homme seul, sans attache. Au travers d'une analyse comparée des cas de jugement pour viol, il apparaît que les personnes condamnées correspondent étroitement à ce stéréotype de personne errante, sans métier ni milieu familial. M.H.S. explique cette tendance par la situation démographique où la forte croissance de la population et le ratio de plus en plus déséquilibré des sexes du fait de l'infanticide féminin (une description qui hélas est à nouveau d'une inquiétante actualité) génèrent une population flottante d'hommes qui ne peuvent se marier et donc trouver de place dans la société (chap. 3, le viol).
- 5 Une autre nouveauté de la législation du XVIII^e siècle est d'assimiler la sodomie entre hommes au crime de « sexe illicite », ce qui n'était pas le cas auparavant. En fait, moins que d'homophobie mandchoue, comme l'ont affirmé plusieurs auteurs, il s'agit surtout de condamner le viol sur les jeunes garçons et adolescents. Dans un développement plus théorique sur la formation des identités sexuées, M.H.S. propose que l'homme chinois moderne ne devient pleinement tel qu'en assumant son rôle de mari sexuellement actif, et que l'adolescent a encore une identité incertaine. Victime de sodomie forcée ou consentie, le garçon est en danger quant à son identité d'homme. De fait, les cas documentés ne semblent pas vraiment relever d'une homosexualité comme choix, mais d'une attirance des hommes seuls et dangereux, pour les garçons et filles indistinctement. Il faut remarquer ici que les cas juridiques concernent toujours d'humbles gens, et même souvent des marginaux (mendiants, notamment), pour qui l'idéal du mariage et du monopole sexuel du couple est sans grand rapport avec la réalité vécue ou même possible. Le goût des élites pour les jeunes acteurs, quant à lui, n'apparaît nullement dans les sources juridiques (chap. 4, sodomie entre hommes).
- 6 Le chapitre 5 porte sur la question des veuves. Depuis longtemps, celles-ci étaient encouragées à être fidèles à la mémoire du défunt mari (à respecter son monopole sexuel) en refusant le remariage. Avec l'avènement en ce même XVIII^e siècle du culte aux femmes chastes (suicidées plutôt que d'encourir le déshonneur du viol ou du

remariage forcé), la question devient plus importante encore dans le cadre de la législation sexuelle et, plus généralement, de réforme des mœurs. Ce qui est particulièrement intéressant ici, c'est de noter que le traitement réservé à la femme comparaissant en justice dépend non seulement de son attitude lors des événements justifiant le procès, mais aussi précédemment. Une femme pouvant prouver qu'elle a toujours été à la hauteur de son devoir est éligible pour les plus grands honneurs, et ceux qui ont voulu porter atteinte à sa chasteté sont sévèrement punis ; en revanche le même acte (agression, tentative de remariage forcé) envers une femme qui aurait été coupable d'adultère longtemps auparavant (dans un tout autre contexte) est envisagé comme un délit de nature différente. La moralité de la victime définit donc la nature du délit.

- 7 La dernière partie de l'ouvrage concerne la prostitution : comme on pouvait s'y attendre, elle était avant 1723 tolérée chez les femmes de statut inférieur (chap. 6), puis universellement condamnée après cette date (chap. 7).
- 8 Une des questions majeures que pose ce type de recherche est bien sûr la valeur des archives juridiques pour une histoire sociale. L'auteur fait dans son introduction un éloge des cas d'archives dont, dit-il, on ne lit jamais trop. La matière du livre, cependant, est en bonne partie faite de raisonnements juridiques. Les cas utilisés sont aussi en bonne part venus des archives centrales (les cas graves soumis à l'examen du gouvernement central), où la description du cas est presque noyée sous les étages de raisonnements des juristes ayant traité le dossier aux différents niveaux de la bureaucratie. Là où l'A. utilise des cas locaux, plus routiniers (les célèbres archives de district de Baxian), on voit apparaître, plus que l'A. lui-même ne semble l'admettre, un décalage. Dans le cas de la prostitution, par exemple, les condamnations exemplaires observées dans les archives centrales laissent la place à des jugements plus mesurés, au coup par coup : la prostituée qui se repent n'est pas punie, toutes sortes de circonstances atténuantes sont prises en compte.
- 9 Plus encore, il n'apparaît peut-être pas aussi clairement qu'il le faudrait dans l'exposé de M.H.S. que les nouveaux délits (prostitution, sodomie même consentie etc.) ne semblent presque jamais être à l'origine d'une instruction et jugés pour eux-mêmes mais sont joints à la liste des délits dans le cadre de procès instigués pour d'autres raisons (plus graves, homicide notamment), ou par le fait d'une plainte d'une des parties. En pratique donc, la prostitution, ou la sodomie entre hommes, même si elles sont désormais interdites, continuent tout au long de l'époque des Qing à se pratiquer sans trop de problème sauf si l'un des acteurs ou un voisin voulant régler des comptes vient alerter le tribunal du mandarin. M.H.S. tente de montrer que les réactions et dépositions des accusés, victimes et témoins montrent que le petit peuple a profondément intégré le nouveau mode de pensée qui criminalise toute activité sexuelle hors du mariage, mais ces réactions peuvent aussi trahir une simple compréhension du discours officiel et de l'intérêt bien compris que l'on a à l'adopter face au magistrat. Il suggère aussi, de manière plus convaincante, que tout cet arsenal juridique vise à défendre les intérêts de la famille paysanne standard.
- 10 En bref, en réaction avec la vue classique (et évidemment périmée) d'une législation chinoise immuable et donc totalement archaïque, M.H.S. tente de dégager une évolution dans la régulation absolutiste de la sexualité qui se prépare au cours de l'époque prémoderne et se complète brusquement dans le second quart du XVIII^e siècle. Cette évolution consiste en une suppression des différents modes d'activité sexuelle

tolérés et en une uniformisation par le haut, sur le modèle le plus exigeant. La réalité sociale a sans aucun doute connu aussi une évolution, mais sans doute pas avec la même rupture brusque.

- 11 On est aussi déçu du peu de matériau non-juridique convoqué pour décrire les réalités étudiées ; ce n'était certes pas l'objet du livre, mais la littérature (romans, théâtre, contes, anecdotes) aurait beaucoup à apporter pour préciser des situations évoquées de manière abstraite par les sources juridiques. M.H.S. n'évoque ici que le célèbre roman de mœurs *Jing ping mei*, certes riche, mais qui ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. Malgré ce centrage sur le raisonnement juridique, et la façon parfois excessive d'en répéter la thèse principale, ce livre propose une approche et une documentation nouvelle ; le raisonnement est clair et convaincant et le résultat est très enrichissant pour tout historien, sinologue ou non.